

René Levesque et le Québec en 1974

Les éditions du Burin ont publié au début des années 70 une collection présentant dans divers domaines et avec à l'appui une œuvre littéraire majeure, un état des lieux. Pour le Québec et voici la présentation et la préface de René Levesque qui présente son projet. J-P Damaggio

NOTE DE L'EDITEUR

Une évolution aussi profonde et soudaine que celle du Canada français depuis quelques années, nous a paru présenter un intérêt exceptionnel dans le cadre de notre collection.

René LEVESQUE, Président du Parti Québécois, a bien voulu dégager pour nous la philosophie de cette véritable mutation d'une nation.

Claude RYAN, Directeur du Journal Québécois «Le Devoir», nous en précise les caractères essentiels.

Maurice SEGUIN, Professeur à l'Université de Montréal retrace pour nous l'histoire du Québec depuis l'origine, histoire trop peu connue du public français.

Enfin, «Menaud Maître-Draveur» de Félix Antoine SAVARD est un classique du roman Québécois qui évoque dans un style savoureux la dure vie des travailleurs de ce pays, si proche du nôtre par sa langue et ses origines et appelé à jouer un grand rôle dans le monde de demain.

Nous tenons à remercier particulièrement Monsieur Fernand GRENIER de l'Université LAVAL à QUEBEC ainsi que Monsieur André DION pour l'aide précieuse qu'ils nous ont apportée dans la réalisation de cet ouvrage.

PRÉFACE - RENÉ LEVESQUE

«Mon pays c'est l'hiver», chante Vigneault. Mais le printemps vient, tardif, malaisé, coupé de durs retours de glace, «sur cette immense terre nordique où nous survivons» depuis si longtemps.

Cette survivance, ce simple refus collectif de disparaître, noyés dans le «melting-pot» continental, fut notre interminable hiver. La demi-vie d'un peuple trop pauvre, trop faible, et surtout trop conditionné à n'être que faible et pauvre, y gaspillant dans l'apathie du sous-développement des générations successives, affreusement peuplées de Mozarts (et des autres humains complets dont une société normale a besoin) assassinés.

Ce Québec-là, frileusement recroquevillé sur la petite flamme maigre d'élites traditionnelles — curé, médecin, homme de loi : services spirituels et temporels indispensables à la main-d'œuvre à bon marché — il eût bien pu finir par se laisser aller complètement. Tout à côté, le gigantesque foyer rutilant, magnétique, des U.S.A. invitait à l'assimilation ; de même que le

sous-américanisme des autres régions du Canada, qui ne fut jamais pour les nôtres qu'un pays étranger où, simplement, on pouvait devenir immigrant sans quota ni formalité...

«Une bonne partie des autres provinces canadiennes et de la Nouvelle-Angleterre ont recueilli les vagues d'abdications forcées que furent les exodes des temps les plus difficiles. Il y eut aussi, il y a encore ces exilés de l'intérieur, les déracinés, les assimilés. » (1)

Les complexés, plus encore, et les diminués. Jusque dans son vocabulaire et ses expressions courantes, l'homme d'ici s'était peu à peu ratatiné. Les choses étaient, non pas bonnes ou belles, mais «pas pires». Et dans l'ensemble, avec résignation, on se sentait «né pour un p'tit pain»... De plus, «l'autorité venait de Dieu», et la plus visible et puissante de toutes, celle qui tenait en main les leviers décisifs, parlait anglais.

Sous cette croûte d'infériorité et de dépendance apparemment figée à jamais, à travers cette hibernation coloniale, les racines demeuraient pourtant fortes et profondes dans ce sol avec lequel seuls nous sommes indissolublement mariés, que seuls nous n'avons jamais cessé de labourer, d'ensemencer de nos mains et de nos morts, de décrier, puis de célébrer comme dans toute union durable. Ce sol, surtout, que nous n'avons cessé d'habiter. Malgré les hémorragies du passé, en dépit de la dénatalité vertigineuse qui commence à dépeupler les classes élémentaires, nous sommes toujours 81% des six millions d'habitants du Québec. Le recensement de 1971, où nous l'avons appris, révèle du même coup notre régression lente, mais continue, dans le reste du Canada. Des 28 ou 29% dont on parlait au début des années 60, nous sommes tombés à 26% du total canadien. Comme si la démographie elle-même préparait doucement, inexorablement, ces deux pays politiques, voisins et associés, mais nettement distincts, que nous allons devenir...

Parce que ce peuple, comme toute autre collectivité qui possède assez de vouloir-vivre, devait un jour s'épanouir normalement. Même dans sa survie la plus passive, il lui restait d'ailleurs quelque chose de l'allant et de l'esprit d'aventure qui, à l'origine, avaient fait de lui le découvreur, le pionnier et le «coureur des bois» de l'Amérique.

Un ami, pas spécialement croyant, m'évoquait un jour avec l'enthousiasme stupéfait d'une révélation inattendue l'ampleur extraordinaire de l'effort missionnaire déployé par ce petit peuple, au temps où l'Eglise lui fournissait son unique grand chantier qui ne fût pas trop clairement géré du dehors. D'Haïti au Pérou, de la Guinée jusqu'au Congo, et du Japon jusqu'à cette Chine océanique où l'on nous faisait croire que nos aumônes enfantines finiraient par baptiser le quart du genre humain, partout ces troupes missionnaires manifestaient à l'échelle du monde le dynamisme et l'énergie créatrice qui, chez nous, ne trouvaient plus leur «vocation» dans une société repliée sur le seul entretien de ses vieux meubles et de ses vieux comportements, maintenance têtue devenue avec le temps conservatisme étriqué et stérile.

Puis le printemps est enfin arrivé. Sourdement d'abord, comme il survient aussi à notre mi-mars, sans s'afficher avec la netteté que connaissent d'autres climats. Ici, c'est un jour un peu plus long que le précédent, un soleil un tantinet plus insistant que la veille, un banc de neige qui se met à fondre imperceptiblement. Avec la menace toujours présente à l'horizon des dernières «bordées», d'un regel déprimant. Jusqu'au jour où, tout à coup, on voit dans l'air, les branches, les premières pousses nouvelles, que c'est bien fini.

Ainsi s'est amorcé, se prolonge encore, ce printemps national que nous vivons. Ses débuts obscurs et hésitants, c'est sans doute pendant et après la seconde Guerre mondiale, sans que personne les remarquât alors, qu'ils se produisirent. Globe-trotters en uniforme, femmes à l'usine, puis l'urbanisation galopante d'après-guerre, l'irruption de la mobilité, de la télévision, dans tout ce brassage que nous avons subi comme tant d'autres, mais plus tard et plus fort que la plupart, le vieux Québec s'est peu à peu résorbé tandis que surgissait à sa place, mais de lui comme par mutation, une collectivité nouvelle, celle qui attendait son heure depuis si longtemps.

Cela finit par avoir un nom, qui fut d'ailleurs inventé par les autres, en anglais, car nous n'osions pas encore nous l'avouer à nous-mêmes : on dit que nous passions par une «révolution tranquille».

Il y eut d'abord, marquée de slogans tels qu'«il faut que ça change», une brutale prise de conscience.

«Dans un monde où la seule loi stable est en train de devenir dans une foule de domaines celle du changement perpétuel, où nos vieilles sécurités s'écroulent l'une après l'autre, nous nous trouvons emportés bon gré mal gré par des courants irrésistibles. Nous ne sommes pas sûrs du tout de pouvoir y surnager. Car ce rythme affolant nous force à percevoir, comme jamais auparavant, nos faiblesses, nos retards, notre terrible fragilité collective.

«Interminablement, avec une insistance qui tient du masochisme, nous faisons et refaisons le tableau de nos insuffisances. Nous avons trop longtemps dédaigné l'éducation. Nous manquons de savants, d'administrateurs, de techniciens qualifiés. Nous sommes, économiquement, des colonisés dont les trois repas par jour dépendent trop souvent de l'initiative et du bon vouloir de patrons étrangers. Avouons aussi que nous sommes loin d'être les plus avancés dans le domaine social, celui où s'évalue le mieux la qualité d'une société humaine. Nous avons laissé très longtemps notre administration publique croupir dans l'incurie et la corruption, et notre vie politique entre les mains de hâbleurs et de " rois nègres " ... » (2)

Le constat d'échec, renfermant déjà la promesse d'un renouveau, c'est par bribes, d'un sursaut à l'autre, en pièces détachées pour ainsi dire, qu'il s'élabora au cours des années d'après-guerre.

Comme il se doit, la littérature en fut le héraut. Au dernier roman rural et «survivant», mais désabusé comme un tableau de fin d'époque — ce «Ménaud maître-draveur» de 1939 que vous lirez plus loin — succédèrent

après 1945 les premiers dossiers impitoyables de notre vie contemporaine, de cette massive et pénible migration vers les villes, de la prolétarianisation qui s'ensuit, des horizons bouchés et des révoltes latentes: «Bonheur d'occasion» de Gabrielle Roy, «Au pied de la pente douce» de Roger Lemelin, «Poussière sur la ville» d'André Langevin... A quoi correspondaient, dans l'éveil social, de durs conflits, grèves d'Asbestos, puis de Murdochville, qui marquèrent l'avènement d'un syndicalisme moderne.

Parallèlement, nos poètes découvraient enfin autre chose que des rengaines d'autrefois, ces trouvères surtout de la chanson populaire qui est devenue notre principal produit d'exportation culturelle. Paris et d'autres publics francophones découvrirent très tôt Félix Leclerc : «Moi, mes souliers ont beaucoup voyagé », « Le p'tit train du Nord »...

On l'appelait, je crois, Félix le Canadien. Lui, comme tous ces autres qui vinrent ensuite et ceux qui poussent aujourd'hui — de Gilles Vigneault («Les gens de mon pays») à Jacques Michel («Un jour nouveau va se lever») en passant par Jean-Pierre Ferland («Je reviens chez nous») — ne se diraient plus maintenant que Québécois.

Car le pays s'est forgé par les mots et les idées, ces explosifs suprêmes de l'évolution, en même temps et plus vite que dans les faits.

Tranquillement, sans y prendre garde, on s'est mis à parler du Québec et des Québécois, et de moins en moins du «Canada français», des «Canadiens-Français».

On est très vite allé jusqu'à l'anticipation verbale : «Etat du Québec» au lieu de la bonne vieille «province de (of) Québec». De même s'est-on doté, alors qu'elle n'est toujours qu'une assemblée législative provinciale et foncièrement mineure dans l'ensemble fédéral canadien, d'une «Assemblée nationale» sur laquelle flotte, paradoxal symbole d'avenir tiré du plus lointain passé colonial, une ancienne version régimentaire du drapeau fleurdelisé !

Car en s'affirmant, le Québec retrouve le goût et la fierté de ses origines, des humbles réussites et même, signe éclatant de santé, des mésaventures et des échecs qui ont jalonné ses 306 ans d'existence. C'est ainsi qu'on ose désormais se souvenir sans gêne ni complexe de ces paysans exaspérés, les Patriotes de 1837, dont la téméraire révolte avortée consumma en quelque sorte la conquête britannique de 1763. Fossoyeurs inconscients, pour plus d'un siècle, de toute idée d'indépendance — comme le montre M. Maurice Seguin dans son étude historique — ils sont aujourd'hui réhabilités et glorifiés, surtout chez les jeunes, comme le sont toujours les résistants héroïques et malheureux, à partir du moment où un peuple sent reflourir l'espoir.

«Maîtres chez nous»... Ces trois mots, les mêmes à peu près que dans toutes les langues qui ont véhiculé la décolonisation, claquèrent prématurément, sans qu'on les eût vraiment pesés, dans une campagne électorale de 1962.

Déjà, des mouvements «indépendantistes» s'étaient amorcés, défaits, reformés, un peu moins marginaux d'une étape à l'autre, remplissant «la tâche ingrate, mais nécessaire, de servir de ferment» (3) : Alliance Laurentienne, Ralliement national, Rassemblement pour l'Indépendance nationale. C'était au moment où, dans les cadres orthodoxes du fédéralisme, nos gouvernements provinciaux vivaient de plus en plus à l'étroit l'aspect politique de notre renaissance.

«Un éveil sans précédent achevait de jeter le Québec dans tous les grands courants de l'époque. En moins d'une génération, notre peuple a trouvé la force, à mesure qu'il ouvrait ses yeux aux retards coûteux accumulés dans tant de domaines, de mettre les bouchées doubles et d'effectuer un rattrapage dont lui-même ne se serait pas cru capable. Désormais, nos générations montantes ont la même chance d'être instruites et compétentes que dans les autres sociétés qu'on dit avancées. Dans certains secteurs de l'organisation sociale et même de la vie économique, les Québécois ont vite réalisé des progrès qui les plaçaient d'emblée à l'avant-garde du Canada sinon du continent tout entier. » (4)

Ces étapes sectorielles, quoique fondamentales, auront servi à rendre évidentes des choses à la fois simples et révolutionnaires : « Qu'il y a chez nous, en nous, la capacité de faire notre ouvrage nous-mêmes... que c'est à nous seuls de trouver et d'appliquer à nos problèmes les solutions qui nous conviennent, car personne d'autre n'est capable ni sûrement très désireux de les régler à notre place... » (5)

Bref, l'idée de souveraineté, d'indépendance politique, si longtemps enfouie dans le subconscient collectif devenait un objectif non seulement réalisable, mais nécessaire. Avec ce «vieux génie québécois », dont parle ci-après M. Claude Ryan, on la mit d'abord en formules ambiguës et prétendument négociables : par exemple, ce premier ministre encore provincial, mais qui prenait déjà figure de chef d'Etat, Daniel Johnson (1966-1968), se contenta de réclamer «l'égalité ou l'indépendance». C'est lui qui, en 1967, fut à la fois effaré et ravi, comme l'opinion québécoise dans son ensemble, d'entendre résonner à l'échelle internationale cette admirable «gaffe» historique du général de Gaulle : «Vive le Québec libre !»

Quand ? comment ? Depuis 1968, une polarisation décisive va s'effectuant de plus en plus vite au Québec.

D'un côté, les fédéralistes dont l'instrument politique est le parti libéral, présentement au pouvoir aussi bien au niveau central (6) qu'à l'échelon provincial du Québec.

En face, regroupant à peu près tous les tenants politiques de l'indépendance, le Parti Québécois. Ayant obtenu dès son premier test électoral, en 1970, un quart des suffrages (soit environ un tiers de l'électorat francophone, il est représenté dès lors au parlement québécois par un noyau de 7 députés.

Précisons d'abord qu'il ne saurait y avoir d'autre issue qu'élec-torale. Les aventures révolutionnaires de type F.L.Q. ne sont que romantisme importé et, dans notre contexte, foncièrement aberrantes. Les « cellules »• qui, fin 70, nous valurent les deux enlèvements et l'assassinat qu'on baptisa la Crise d'Octobre, ne servirent guère qu'à fournir au régime — moitié panique moitié calcul — l'occasion de se durcir et de monter une opération politico-militaire (avec présence de l'armée et emploi brutal d'une « loi des mesures de guerre ») constituant un inqualifiable abus de pouvoir.

La société québécoise n'est rien moins, en effet, qu'un contexte de colonie «classique», où l'émancipation finit par arriver comme dans une chaudière dont la pression intérieure fait brutalement sauter le couvercle à force de com- et de répression...

Ce que nous vivons, et qui dicte la seule démarche susceptible d'aboutir à l'émancipation, c'est un colonialisme feutré qui parvient dangereusement à se donner les apparences de son contraire.

Comme le dit M. Ryan, nous avons joui, «sous des formes imparfaites... d'une mesure élevée de liberté dont peu de peuples conquis ont connu l'équivalent.» Libertés individuelles, particulièrement, que la Couronne britannique d'abord, puis la tradition acquise surent aménager sous des formes — plus qu'imparfaites, en effet — de liberté collective. Citoyen d'une société dépendante et bien manipulée, mais nanti de tous les droits dont le libéralisme anglo-saxon a gratifié l'individu, privé de surcroît de cette perception brutale de son infériorité que le racisme impérial imposait à l'homme de couleur, le Québécois devint ce qu'un de nos écrivains de la révolte a décrit d'une formule lapidaire : «le nègre blanc d'Amérique».

Comme le chien de La Fontaine, le Québec français a si longtemps porté son collier feutré que, souvent, même ceux qui l'ont enfin brisé en gardent, sinon la nostalgie, en tout cas un réflexe conditionné d'incertitude et d'hésitation devant le défi troublant de la responsabilité nationale.

Si nous pouvons désormais affirmer que la «volonté de liberté et de «self-government »... est aujourd'hui enracinée avec une telle vigueur dans un tel nombre d'esprits que rien ni personne ne saurait plus la faire disparaître », il n'est pas moins vrai que nous devons toujours garder à l'esprit la possibilité d'un accouchement trop long, que certaines échéances inéluctables pourraient jeter dans la tentation de la césarienne révolutionnaire et, alors, de l'échec à peu près fatal.

«Là se situe notre constante inquiétude. Sans doute l'exagérons-nous facilement, plongés que nous sommes dans l'action quotidienne, tanguant en courte période de la crête au creux de la vague, distinguant mal la perspective à long terme qui, nous en avons foi sinon encore la preuve, peut et doit nous conduire au but.

«Que nos vieux démons sont pourtant difficiles à exorciser, et comme les peurs qu'on nous a inculquées ont la vie dure ! (...) Cet essoufflement auquel

nous cédon dès que nos alarmistes professionnels crient casse-cou, alors même que nous prenions simplement le rythme de notre temps...

«Quels qu'en soient les camouflages politiques et les déguisements verbaux, ce mal qui ronge notre organisme et mine jusqu'à notre mentalité, ce mal dont il est si malaisé et même si angoissant de songer à guérir pour de bon, il porte chez nous le même nom et a les mêmes effets que partout dans le monde : c'est le colonialisme.

« Car il faut le voir clairement, le Québec est, a toujours été une colonie. Relié successivement aux deux grands empires européens, il est ensuite devenu la «colonie de l'intérieur» d'une métropole qui est le Canada anglais. C'est cette majorité métropolitaine qui garde en mains tous les principaux leviers des affaires internes et des rapports avec l'extérieur et ses représentants chez nous tiennent en bloc le haut du pavé comme l'ont toujours fait les minorités de «colons» métropolitains. Que le Canada soit lui-même à la veille de ne plus être qu'un appendice de l'empire économique américain, cela ne fait que nous éloigner encore davantage des vrais centres de décision. » (7)

Colonie, donc, mais supérieurement entretenue, vers la queue de ce continent-ci, mais des années-lumière devant les peuples du Tiers monde, sa mesure de libertés, qu'il ne s'agit surtout ni de mépriser ni de perdre jamais, ayant contribué effectivement à diminuer le goût de cette liberté collective sans laquelle aucune nation normalement constituée n'atteint la vraie maturité ni le rythme de développement qui corresponde à son potentiel.

De ce colonialisme de bonne compagnie, il est en fin de compte bien plus malaisé de sortir que de l'autre, celui qui ne se déguise pas et qui, à force d'exploitation et de violence ouverte, amène les «damnés de la terre» à se dresser d'un bloc contre lui.

Nous n'allons quand même pas regretter d'y avoir échappé ! Mais il faut bien voir à quel point cela rend compliqué, délicat, difficile à parachever, notre modeste coin québécois du vaste tableau contemporain de la décolonisation. A cause des menaces aussi bien que des promesses qui se profilent à l'horizon, il le faut pourtant, et avant trop d'années. Les menaces elles sont démographiques, culturelles, sociales.

Ainsi, alentour de 1980, la dernière grande vague de natalité d'après-guerre aura atteint l'âge adulte et la société québécoise, pendant un nombre d'années dont on ne voit pas encore la fin, plafonnera numériquement. Dans un pays fédéral dont la politique d'immigration tend naturellement à renforcer la majorité anglophone, elle aurait alors toutes les chances de décliner et de commencer à subir cette assimilation par la noyade, vieux rêve du conquérant que seule notre ancestrale «revanche des berceaux» empêcha jadis de se concrétiser.

Culturellement, il va de soi que ce déclin démographique saperait bientôt la vitalité débordante, mais encore si jeune et foncièrement complexée, du nouveau Québec français.

Quant à l'animal social très particulier qu'est l'homme d'ici, l'occasion qui passe pour lui de se forger un contexte à la fois original et fécond, qui reflète nettement son identité et lui serve de chantier pour son apport propre à l'ascension laborieuse de l'humanité — cette occasion risque d'être chauve terriblement vite ! Les cheveux qu'elle a, s'ils ne sont pas saisis sans trop de délai, risquent de tomber pour ne plus jamais repousser. Car notre version à nous de la crise universelle des structures sociales, elle s'inscrit sur un arrière-plan de fragilité toute spéciale. La société québécoise ressemble un peu au homard en saison de mue, sa vieille carapace émietlée est, jusqu'à la repousse, extrêmement vulnérable. Notre carapace, faite des valeurs de la « survivance » (cléricalisme étouffant mais encadreur, « langue gardienne de la foi », agriculturisme), achève de voler en éclats, même les plaques les plus coriaces s'écaillant peu à peu dans les régions rurales à mesure que s'effectue la relève des générations.

Charriée par tous les courants torrentueux de notre époque, la société québécoise a donc le besoin pressant d'un nouvel encadrement, de ce minimum vital de « consensus », faisceau toujours mystérieux des liens et des modèles qu'on accepte, sans quoi elle serait, plus que toute autre peut-être, en danger de désintégration irrémédiable.

Or, ce consensus nouveau, ce cadre vital, on n'en voit nulle part la perspective solide si ce n'est dans l'indépendance.

Les promesses ..

En premier lieu, bien sûr, l'élimination des germes de mort que nous venons d'évoquer. L'avènement à une vie collective normale, nettoyée de ces lourds problèmes de l'ère coloniale : minorisation psychologique, tendance à l'irresponsabilité et au masochisme, débilité d'une langue qui n'est que trop rarement celle des décisions et des « choses sérieuses ».

Le moment privilégié de l'indépendance, c'est aussi l'unique point de départ concevable d'un modèle social qui nous permette de réaliser les aspirations confuses, mais de plus en plus puissantes et explosives que notre peuple ressent comme tant d'autres à travers le monde. Une démocratie qui ne soit plus ce mot-leurre dont on a trop abusé, à laquelle on donnerait vraiment sa chance d'être une façon de vivre ensemble d'où puisse émerger, après celle du groupe, cette féconde autodétermination de l'homme qu'il faut poursuivre inlassablement.

Une société tâchant enfin de se purger de la bonne conscience traditionnelle qui a trop toléré l'iniquité flagrante de zones excessivement privilégiées à côté de zones de pénurie sans espoir. L'inégalité n'est pas près de disparaître entre les hommes, mais on peut et doit empêcher au plus tôt que ne se perpétuent encore des structures et des tolérances qui figent les écarts. Ce

qu'il faut au moins amorcer en première étape; c'est une société de véritable égalité des chances, où sera sans cesse plus juste la répartition des ressources, de la place au soleil et, progressivement, du pouvoir réel.

Or, en vue de telles étapes, le Québec dispose aussi de l'indispensable appareil économique à un point que jamais aucun autre pays nouveau n'a égalé ni même approché de fort loin.

Et pourtant, c'est dans ce domaine que l'option «indépendantiste» se heurte aux plus persistantes appréhensions! Rien de plus méfiant que la prudence du colonial à deux chemises et deux paires de souliers. Un tiens vaut mieux que deux tu l'auras : ce dicton de petite sécurité qui n'est pas moins celui de la paralysie et finalement de l'insécurité la plus pernicieuse, celle des retardataires dans un monde en mouvement, il décrit parfaitement un obstacle que tout bon «Français de France» reconnaîtra sans peine!

Au goût atavique du bas de laine, en effet, nous ajoutons le vieux fonds paysan, soupeseur et soupçonneux, que notre urbanisation récente maintient encore tout près de la surface. Interminablement, surtout dans l'évaluation du plus court terme économique, c'est « p't-être ben que oui, mais p't-être ben que non »...

Un budget d'Etat qui, unifié, serait de 8 millions de dollars pour 6 millions d'habitants : environ 37 milliards de francs au cours de 1972. Quant à l'accumulation d'épargne dans un circuit financier — banques, assurances, caisses de retraite — dont le contrôle, présentement aux quatre cinquièmes hors du Québec, peut être rapatrié d'emblée au moment de l'indépendance, elle atteint quelque 26 milliards de dollars, soit 120 milliards de francs.

C'est donc un départ d'une solidité économique sans précédent que peut s'offrir le pays. Les clés de cette fortune collective, fiscale et financière, se trouvent actuellement manipulées par la majorité « métropolitaine » du Canada qui s'en sert d'abord à ses propres fins, lesquelles sont loin d'être toujours à notre avantage ou conformes à nos priorités. Dès qu'on en reprendra possession pour les mettre totalement au service du Québec, notre rythme de développement ne saurait que s'accélérer et s'amplifier, comme à partir d'une rampe de lancement.

Ce qu'il faut retenir, c'est que l'économie québécoise a beau fonctionner très mal, avec trop de coins vétustes et de coûteux déséquilibres, elle est pourtant loin d'être un cas de sous-développement. C'est plutôt, dans le jargon de la sociologie internationale, le terme d'«aliénation» qui s'appliquerait. Car cette économie est presque complètement divorcée de la société sur laquelle elle s'appuie. Dans cette Amérique du capitalisme libéral, elle n'a même pas produit la caste d'entrepreneurs qui encadrent normalement l'expansion industrielle. Sur ce plan, les impulsions principales sont toutes venues et continuent d'arriver du dehors, relayées par l'espèce de gérance coloniale que fournit le bloc minoritaire anglophone concentré dans son confortable ghetto de Montréal.

Si les caractéristiques tangibles d'une économie sous-développée sont absentes, la mentalité de colonisé, elle, est encore terriblement présente dans ce contexte. C'est elle qu'il faut briser.

Par bonheur, cette transformation nécessaire de la psychologie collective est déjà passablement avancée. Le syndicalisme a, le premier, amorcé la prise de conscience. Le développement spectaculaire du secteur coopératif, surtout dans le domaine de l'épargne, a contribué puissamment à ancrer et sécuriser l'évolution.

Le tronçon d'Etat que nous laisse à Québec le régime fédéral a lui aussi fait sa part. Depuis une dizaine d'années, il a créé, au hasard des événements et des occasions plutôt que par l'effet d'une volonté réfléchie dont il n'a pas les moyens, quelques-uns des éléments essentiels d'un secteur public moderne : le domaine de l'électricité est nationalisé, nous avons une Caisse de Dépôt alimentée par les contributions d'un plan de retraite universel, on a mis sur pied divers instruments de développement minier, forestier, industriel, qui n'ont guère dépassé le stade de l'expérience-témoin, mais créent peu à peu des équipes, le goût de la gestion économique et, surtout, cette confiance en soi dont une trop longue dépendance nous avait si cruellement dépouillés.

Ingénieurs, administrateurs, économistes, nos universités et nos grandes écoles produisent maintenant tous les cadres que peut requérir la conduite d'une économie nationale évoluée. C'est cette pression croissante des générations instruites, avec leurs aspirations comme leurs appétits sans complexe, qui devrait bientôt faire pencher la balance, en même temps qu'elle nous assure un réservoir de capacités plus qu'adéquat pour le chantier collectif que nous aurons à maintenir.

Une loi économique dont on ne cesse en effet de voir la démonstration, c'est qu'à partir de facteurs raisonnablement favorables, dont le principal et de loin est sa propre compétence, un peuple est toujours plus efficace à la direction de ses propres affaires que n'importe quelle forme de domination extérieure.

Mais l'autonomie économique, fondement de toute indépendance qui se refuse à n'être que formelle, nous savons fort bien qu'elle doit par ailleurs accepter nos accommodements. Dont le premier et le plus évident, dans le monde d'aujourd'hui, est l'élargissement négocié des marchés nationaux. C'est par ce moyen que les vieilles patries européennes ont pu combler les fossés que trop d'histoire avait creusés et, du même coup, s'offrir conjointement un nouveau départ économique dont le résultat d'ensemble est non seulement favorable, mais aussi clairement irréversible.

Unions douanières, marchés communs, véritables communautés économiques, il semble évident que l'avenir est par là. Un jour, sans doute, il y aura une zone atlantique. Plus loin, passé des obstacles qui paraissent encore insurmontables, la poignée de mains Nixon-Mao ne préfigurerait-elle pas une sorte de concertation planétaire, où l'on reprendrait enfin à l'échelle

de l'humanité la pénible mais féconde ascension que chaque société nationale a dû ou doit s'imposer pour sortir du sous-développement ?

C'est dans cette perspective que, dès maintenant, nous devons insérer notre propre démarche. La première étape en a la facilité des choses à la fois limpides et indiscutables : une association avec le Canada.

Elle est inscrite dans la géographie. Dans l'absence de plaies récentes ou vraiment sanglantes qui pourraient nous braquer les uns contre les autres. Surtout dans l'avantage inestimable que, des deux côtés, nous en retirerions. « Il s'agit d'une entreprise qui existe déjà puisqu'elle est faite des liens, des activités complémentaires, des innombrables intimités économiques dans lesquelles nous avons appris à vivre. Rien ne nous oblige à la jeter par terre ; tout nous commande au contraire, aux uns et aux autres, d'en maintenir l'armature. Interdépendants comme nous le sommes, nous ne la détruirions que pour avoir, tôt ou tard, et alors tant bien que mal, à la rebâtir... » (8).

Cette association, qui permettrait de ne pas rompre ce qui doit être préservé, comme celle des pays européens leur a servi à renouer après tant d'éloignements, le Parti Québécois la propose depuis sa naissance en 1967-1968. Tant qu'il conserve quelque espoir de maintenir plutôt sa vieille intégrité politique, le régime fédéral se garde bien de l'envisager publiquement. La majorité anglophone du pays et ses milieux dirigeants ne lui pardonneraient pas une telle prospective d'un avenir qu'ils n'accepteront, bien sûr, qu'à leur corps défendant. Mais, le jour venu, personne n'ignore que cela devra se faire. Si le Canada veut maintenir, au nord de l'immense anglophonie américaine, une identité nationale qui a deux bons siècles d'histoire têtue et des qualités originales dont il serait tragique de voir la disparition, il est bien forcé de prévoir des arrangements avec le Québec. Quant à son intérêt strictement économique, il l'exige d'entrée de jeu, comme le nôtre.

De là à reparler aussitôt de fédéralisme politique et à nous moquer doucement parce que, en sortant à peine, nous aspirerions déjà à nous y replonger, il y a toute la marge qui sépare la réalité de la fiction ! Leur fiction fédérale, ce roman d'anticipation politique, une foule de beaux esprits en sont férus en Europe. Chez ceux qui nous font l'honneur de s'intéresser à notre modeste évolution, cela se marie d'ordinaire avec une béate ignorance de la réalité vécue du fédéralisme. Ils nous reprocheront alors volontiers de chercher à détruire ici des institutions auxquelles, là-bas, ils croient (ou font semblant de croire, puisque c'est la mode) d'une foi abstraite qui n'a jamais encore mis noir sur blanc les règlements de sa pratique...

Or, si doit naître cette Europe politique dont on parle depuis une génération, rien n'indique qu'elle adoptera les modèles 18^e et 19^e des fédérations américaine et canadienne. Ils pouvaient servir, ces modèles, soit à encadrer une nation en plein devenir comme les U.S.A., soit à imbriquer les pièces d'un projet impérial en y incorporant une colonie intérieure comme le Québec. On a pu en imposer la réplique à de vieux pays bien intégrés comme

l'Allemagne, afin de les décentraliser. De même, d'anciennes dépendances tâchent-elles çà et là, avec les conflits et les fragilités que l'on sait, d'y maintenir les découpages hasardeux qu'on leur a légués. Elles s'y prennent généralement d'une façon qui n'a rien à voir avec le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Comme l'U.R.S.S. aussi, en dépit des nobles principes de sa constitution. Bref, n'est pas Suisse qui veut...

Tous les «défis américains», toutes les nostalgies de la grandeur ne changent rien au fait que ce fédéralisme classique constitue un moule rigide et que, dès qu'il est multinational et doit par conséquent se doter d'institutions supranationales, il met automatiquement une majorité en mesure de contrôler et d'orienter plus ou moins à sa guise une bonne partie de l'existence d'une minorité. Son existence économique bien au-delà des limites soigneusement négociées que prévoient les traités, mais aussi sa vie culturelle, sociale, son identité même. C'est ce que le Québec sait d'expérience et que l'Europe apprendrait à son tour quand, dans son gouvernement fédéral, une possible coalition anglo-allemande ou germano-italienne commencerait à peser du haut de sa Maison Blanche sur divers plans vitaux des identités collectives de la France ou de la Hollande ! D'ici là, rien de plus facile que d'échafauder des U.S.A. ou des Canadas de papier, oubliant cette évidence que John Kenneth Galbraith notait déjà en 1967, avant même qu'on ne le découvrit en français : « Il y a certes une tendance qui pousse les peuples à se grouper en plus grandes unités économiques. Mais on ne voit dans le monde aucune tendance équivalente vers des unités politiques plus étendues. »

En fait, c'est plutôt le contraire qui saute aux yeux. Et l'un des vrais grands défis auxquels nous avons tous à faire face, plutôt que de singer ou d'endurer des carcans politiques désuets, c'est d'aménager peu à peu, «à la carte», d'une expérience réussie à la suivante, la nécessaire et féconde coexistence des patries dans un monde qui marche très vite vers son intégration économique et technique.

Revenons aux prochaines échéances...

Les suffrages qu'il a obtenus jusqu'ici, le Parti Québécois parviendra-t-il à leur faire franchir le cap de la majorité comme il s'y efforce avec une ardeur qui ne flanche pas et une ténacité infiniment mieux organisée qu'elle ne l'était alors ? Cela nous semble désormais possible, mais pour en dire davantage il faudrait pouvoir percer le mystère dans lequel se poursuit la maturation d'une société, percer aussi l'horizon où se prépare la conjoncture qui sert si souvent de déclic aux grands tournants collectifs.

Ce que nous pouvons affirmer avec certitude, je crois, c'est que le jour où le parti de l'indépendance récoltera au minimum un bon tiers des votes (c'est-à-dire une majorité du Québec français), il s'établira définitivement comme l'unique solution de rechange et n'aura qu'à continuer encore quelques années en attendant que le transfert des générations vienne compléter l'étape.

A partir de quoi, tout de suite ou un peu plus tard, le dynamisme même du changement politique fera le reste. Avec ses 105 ans, la structure politique canadienne est sans doute, constitutionnellement, l'une des plus anciennes d'un monde où seules un petit nombre de sociétés ont échappé aux bouleversements du dernier demi-siècle. Mais l'âge n'est pas toujours promesse d'éternité. L'histoire enseigne que c'est même souvent le contraire... Le Canada fédéral, cet interminable ruban territorial longeant les Etats-Unis et dont la population ne s'éloigne guère à plus de 250 kilomètres de la frontière, n'a pas vieilli en se cimentant de plus en plus dur, mais plutôt comme un assemblage de régions moins fortement soudées qu'on ne l'imaginerait. Le temps a servi de creuset, naturellement, mais pas au point d'effacer les régionalismes ni de forger une personnalité nationale à toute épreuve. Il est même incontestable que la nouvelle identité québécoise, tout inachevée qu'elle soit, a déjà plus de sève et de consistance que cette personnalité pan-canadienne, foncièrement hétéroclite et en quelque sorte semi-abstraite.

Sur le plan politique, de même, une nouvelle légitimité québécoise, encore hésitante et minoritaire, a pourtant ébranlé du premier coup la vieille légitimité fédérale. Que l'avenir donne seulement l'outil d'une affirmation plus claire du Québec, et l'on pourra terminer la besogne sans épreuve churchillienne !

Cette accession à l'indépendance par les voies étroites du scrutin, puis de la négociation, n'aura donc pas l'éclat des chambardements héroïques. Elle n'en subira pas, non plus, les aspects tragiques. Mais elle n'aura pas moins de prix ni de richesse qu'aucun autre printemps national qui débouche enfin sur l'annonce des fruits.

Ni moins d'impact, à coup sûr. Par son potentiel humain aussi bien que l'ampleur de ses ressources, sans compter l'importance géo-politique de sa situation au bord américain de la mer intérieure de l'Occident, le Québec ne serait-il pas d'emblée le deuxième, après la France, des pays de la grande communauté francophone ?

1. « Quand nous serons vraiment chez nous », manifeste de 1972, aux Editions du Parti Québécois, page 14.
2. Manifeste du Mouvement Souveraineté-Association (prédécesseur du Parti Québécois), dans Option-Québec, 1968, aux Editions de l'Homme, Montréal page 24.
3. Id., *ibid.*, préface de Jean Blain, page 14.
4. « Quand nous serons... », page 16.
5. Manifeste du M.S.A., Option-Québec, page 27.
6. Mais le scrutin du 30 octobre 1972 infligeait à ce gouvernement libéral une dégringolade sans précédent. Gardant l'essentiel de sa vieille emprise québécoise, il devenait minoritaire partout au Canada anglais. Celui-ci lui reprochant d'avoir trop favorisé le Québec, alors qu'en fait il tâchait

désespérément de nous réconcilier avec le fédéralisme Le fossé politique est plus large que jamais entre les deux nations.

7. « Quand nous serons... », pp. 19-20.

8. Manifeste du M.S.A., Option-Québec, page 40.